Explication linéaire

Olympe de Gouges, Préambule

Éléments pour une introduction

Au printemps 1791, le roi Louis XIV refuse de valider les acquis de la Révolution. Il cherche à fuir la France pour rejoindre les troupes autrichiennes massées à la frontière. Mais il est reconnu à Varennes et reconduit à Paris. Lorsque Olympe de Gouges rédige sa déclaration en septembre 1791, la France se trouve dès lors dans une situation très trouble, qui suscite une méfiance généralisée : républicains, monarchiens (partisans d'une monarchie constitutionnelle) et royalistes (partisans d'une monarchie absolue) s'opposent farouchement. En pleine Révolution, Olympe de Gouges réécrit les articles de *La Déclaration des droits de l'homme et du citoyen* de 1791. Dans ce texte qu'elle dédie à Marie-Antoinette, elle revendique l'accès aux droits civils et politiques pour les femmes.

(Préambule vient du latin « preambulus » qui signifie « qui marche devant ». C'est un texte servant d'entrée en matière et précédant un plus long développement.)

Comment Olympe de Gouges revendique-t-elle une société équitable fondée sur la juste coopération entre les deux sexes ?

I - Une défense des droits de la femme pour la paix de la nation (l. 1 à 14)

- Une grande solennité. Adresse aux membres de l'Assemblée nationale : « A décréter par l'Assemblée nationale ». Il s'agit d'une déclaration officielle. Le vocabulaire juridique l.1 « représentantes de la nation » souligne le caractère urgent et impérieux de la demande.
- Porte-parole des femmes françaises. Énumération l. 1 « les mères, les filles, les sœurs ». L'auteur entend proposer un texte incarnant les attentes et les désirs de la majorité des femmes.
- Suit une très longue phrase l. 2 à 14. Regroupement des informations articulé par l'anaphore « afin que » répétée trois fois l. 7, 9, 11. La logique du raisonnement est mise en valeur.
- Texte de loi. Participe présent « considérant » l. 2. Olympe de Gouges se présente comme l'égale d'un homme de loi.

- Manque de considération des femmes. Énumération « L'ignorance, l'oubli ou le mépris des droits de la femme » I.3. Résumé de la difficile condition de la femme en 1791.
- Résultats : les « malheurs publics et (de) la corruption des gouvernements » I. 4. L'auteur crée une corrélation entre l'absence du droit des femmes et les dysfonctionnements de la société.
- Les droits des femmes. Énumération « les droits naturels, inaliénables et sacrés de la femme » I.6. Notons la force des trois adjectifs qualificatifs :
 - « naturel » qui appartient à une personne, par nature.
 - « Inaliénable » antonyme d'aliéner : céder à une autre personne + préfixe négatif. Donc : que l'on ne peut céder.
 - « Sacré » : ici, digne d'un respect absolu, qui ne doit pas être enfreint.

Si les femmes se voient reconnaître leurs droits, les Français et les Françaises pourraient être davantage respectés dans leur rôle au sein de la société.

- Objectif : conjonction de subordination « afin que » I. 7 suivie de « cette déclaration ». L'adjectif démonstratif met l'accent sur cette deuxième déclaration qui complète *La Déclaration des droits de l'homme et du citoyen* qui ne prenait pas en considération les droits de la femme.
- Précision : expansion du nom « constamment présente à tous les membres du corps social » I.7. L'adverbe et l'adjectif qualificatif renforcent la demande et montrent une exigence impérieuse.
- Enjeu 1 : « Leur rappelle sans cesse... devoirs » I. 8. La locution adverbiale « sans cesse » insiste sur cette nécessité. Volonté de persuader. Les mots « leurs droits et leurs devoirs » montrent qu'à côté des droits, cette déclaration évoque aussi les devoirs de la citoyenne et du citoyen. Cette exigence reflète la rigueur morale de l'auteur. De même, « tous les membres du corps social » mentionne ensemble les hommes et les femmes. Une parfaite équité transparaît ainsi dans ce préambule et dans les articles qui suivront.
- Enjeux 2 : « Afin que les actes du pouvoir... en soient respectés ». Le parallélisme I.9 à 11 souligne l'égalité homme / femme et non la supériorité des femmes sur les hommes. Le terme « respectés » en fin de proposition est mis en avant.
- Enjeu 3: « Afin que les réclamations des citoyennes » I.12 : il est ici question des femmes. Leurs réclamations sont fondées sur des principes qualifiés de « simples et incontestables ». Ces qualificatifs renvoient à « droits naturels et inaliénables ». L'adverbe « désormais » exprime la volonté de changement et la force de conviction de l'écrivain.
- L'objectif apparaît en fin de phrase : « maintien de la constitution, des bonnes mœurs, et au bonheur de tous. » L'enjeu est donc de favoriser la paix et la concorde au sein de la société ainsi que la mise en place d'un gouvernement vertueux. En regroupant toutes ces informations en une seule phrase rythmée par la répétition de la conjonction de subordination « afin que », Olympe de Gouges met en avant son

raisonnement ainsi que les trois termes finaux. Les bienfaits seront apportés à « tous », homme ou femme.

II - La présentation des articles de cette déclaration (l. 15 à 18)

- Annonce des droits : le connecteur « en conséquence » fait le lien entre la justification et les articles.
- Valorisation de la femme. Périphrase « le sexe supérieur en beauté comme en courage... maternelles ». On reconnaît la mention de la femme en tant que telle et en tant que mère.
- La protection du créateur. Autre périphrase « l'Être suprême » l. 17. Dieu est invoqué, ce qui donne un caractère solennel à cette déclaration.
- Conclusion de ce préambule. « de la femme et de la citoyenne » l. 18. Les Françaises sont vues non seulement comme des femmes mais aussi comme des personnes ayant des droits.

Éléments de conclusion

- Olympe de Gouges revendique une société équitable fondée sur la juste coopération entre les deux sexes, d'une part en expliquant que la définition des droits de la femme est une condition à la bonne marche de la nation, d'autre part, en redonnant sa place à la femme et en annonçant solennellement ses droits sans pour autant la présenter comme supérieure à l'homme.
- Si les femmes obtiennent à partir de 1881 le droit de posséder un livret d'épargne sans l'autorisation de leur mari et, en 1907, le droit de disposer librement de leur salaire, il faudra attendre 1965 pour qu'elles puissent ouvrir un compte bancaire en leur nom et travailler sans le consentement de leur mari.